



Climate Finance

REPAR is positioning itself alongside Central African Governments to structure their eligibility for the various global funds and the programs dedicated to the fight against climate change.

Blue Africa Summit :

Le REPAR : un acteur efficace pour le soutien des dynamiques innovantes annoncées

Forum des Parlementaires d'Afrique de l'Est 2023

Le REPAR partage son expérience...



L'engagement des Parlementaires garantit l'inclusivité
et l'efficacité des législations et des politiques en
matière de gestion durable des forêts et des ressources
naturelles d'Afrique centrale



Sommaire

Editorial..... 4 - 5

Actualités..... 6 - 9

- Forum des Parlementaires d'Afrique de l'Est 2023..... 6
- Azul africana Cumbre..... 8
- COMIFAC : Elaboration of the 2024 Annual Work Plan..... 9

Dossier..... 10 - 15

- Climate Finance..... 10
- Side Events..... 11
- Capitalisation de la participation du REPAR à la Cop28 : de belles issues en perspective..... 14
- REPAR theme of the year The barometer of the Network's action in 2024..... 15

News..... 16 - 19

- 37th Central African Biodiversity Working Group (GTBAC-37)..... 16
- Governance..... 18
- Portrait Honorable KEDA BALLAH 19
- Evaluation/consolidation of Annual Work Plan (AWP)

Echoes from Central Africa..... 20 - 21

- Tenure Facility joins Congo Basin Forest Partnership..... 20
- Central African Savannahs' Prove Crucial Nature-Based Solution for Climate Change
- Pollution..... 21

REPAR Inside..... 22 - 26

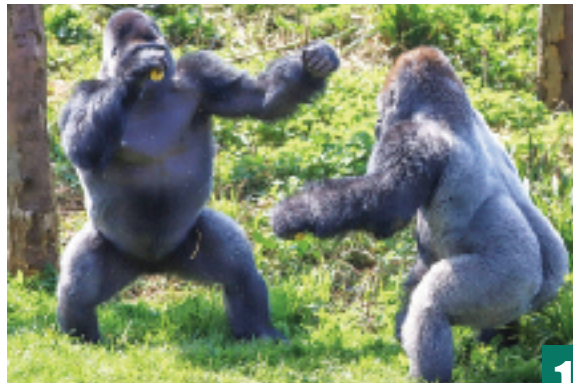
- Sécurisation des droits coutumiers au Cameroun..... 22
- Archiving 23
- VŒUX DE NOUVEL AN : Communion parfaite au REPAR !..... 24
- Preparing for the Celebration of the International Women's Day

6



8

14



17



18

REPAR NEWS

Réseau des Parlementaires pour la Gestion Durable des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale

B.P. : 4954, Yaoundé

Tél : (+237) 222 23 87 15 /677 67 95 63

E-mail : reparregional01@gmail.com

www.repar-afriquecentrale.org

N° 022 - Mars 2024

EQUIPE DE PRODUCTION

Directeur de Publication : Honorable Jean Jacques ZAM, Coordonateur Régional du REPAR

Conseiller Editorial : Theophile BEKONO SAMBA, Secrétaire Technique Permanent du REPAR

Contrôle de l'orthodoxie Editoriale : Joseph Marie FOUA NDI, Conseiller Diplomatique

Rédacteur en Chef : Armand Patrice EDJONGOLO, Responsable de la Communication du REPAR-AC

Rédacteur en Chef-Adjoint : Marie TONGOR PELIANWOH, Chef de la Cellule de Communication du REPAR-Cam

Rédacteurs : Armand Patrice EDJONGOLO, Marie TONGOR P., Mathurin

ESSAMA E., Marie Odile NKOUE, VOMA Ralph NTUNGWEN, Stéphanie NLATE, Gabin MBITA, Maxwell NJU'U, Siddik NJOYA, Bernadette MANGA ANYOUZOA, Nina ELLA, Derrick ZAMBE Z., Laurent ELLO, Louis EBANA N., Daniel Patrick AVINA ONDOA, Thierry E. MENGUE III, Ingrid BIWOLE, Dr Armel B.MBAH, Nahée C. NIANGUYA B., J. Mily AFOUMOU E., Clarisse NDONGO N., Stéphane ASSAM A., Linda ASSOMO, Vérica ABEM, Françoise N. BINGO, Jean Patrick EVINA, Catherine Manga E., Max C. MINFE'E M. Camille ATANGANA M., N. Florence MFOULOU, Rose Jocelyne Ebah, Jacqueline Angela TSA'A BOMBA

Traduction : VOMA Ralph NTUNGWEN, Daniel Patrick AVINA ONDOA, Laurent ELLO.

Infographie : NDOUN KONA DAVID BERNARD - 696 48 84 89



Honorable Jean-Jacques ZAM

Coordonnateur Régional du REPAR / Coordinador Regional de la REPAR

Le REPAR s'est déporté en porte-voix de son espace pour se déployer à l'international

Le REPAR vient une fois de plus s'il en était besoin de confirmer sa place de catalyseur des dynamiques de conservation et de gestion durable de la biodiversité en Afrique centrale. Ce postulat s'est manifesté à travers une diplomatie parlementaire qu'il déploie depuis plusieurs décennies et qui se caractérise par sa forte mobilisation dans les processus de plaidoyer en matière environnementale engagés dans la sous-région.

L'année 2023 aura consacré un coup d'accélérateur dans l'engrenage vers l'éclosion de la vision du Réseau notamment la garantie par l'engagement des parlementaires, de l'inclusivité et de l'efficacité des législations et des politiques en matière de gestion durable des forêts et des ressources naturelles d'Afrique centrale. Pour une toute première, le REPAR s'est déporté non comme simple participant, mais en porte-voix de son espace, à l'international, pour les questions vitales et impérieuses de la finance climatique en lien avec la répartition juste et équitable de ce fonds et de sa structuration. Quatre (04) escales étalées durant l'année attestent de cette vitalité d'action à savoir respectivement : (1) la tenue de la 3ème Conférence Internationale des Parlementaires du REPAR à Libreville au Gabon du 27 au

28 février et les participations actives (2) du 10 au 12 juillet à Yaoundé, à la 2ème Conférence Internationale des Ministres sur la transhumance transfrontalière nexus, (3) du 26 au 28 octobre à Brazzaville au Congo, au Sommet des Trois Bassins et (4) du 30 novembre au 12 décembre, à la CoP28 à Dubaï aux Emirats Arabes Unis. Dans cette nouvelle donne, la part des partenaires comme toujours, constitue un important levier d'actions et un référent de la plus-value de l'impact que le REPAR imprime dans la prise en compte des préoccupations des populations à la base, dans les politiques publiques de chaque pays de la sous-région.

En 2024, le REPAR compte s'investir davantage dans ce chantier de promotion et de défense des spécificités sous régionales dans le domaine qui est le sien, de consolidation de sa masse critique et de renforcement de son encrage institutionnel sur les plans national, sous régional et international. Ces adjuvants de sa politique d'expansion réunis, augurent de l'imminence d'un positionnement plus entrain, porté sur des résultats probants et bénéfiques à l'ensemble de la communauté sous régionale et qui agira à coup sûr, sur la politique étrangère des Etats.

La REPAR se ha desplazada como portavoz de su espacio para desplegarse a nivel internacional

La REPAR viene una vez más si fuera necesario para confirmar su lugar como catalizador de las dinámicas de conservación y gestión sostenible de la biodiversidad en África central. Este postulado se ha manifestado a través de una diplomática parlamentaria que ha desplegado durante varias décadas y se caracteriza por su fuerte movilización en los procesos de incidencia en materia ambiental comprometidos en la subregión.

El año 2023 habrá consagrado un impulso en el engranaje hacia la eclosión de la visión de la Red, en particular la garantía del compromiso de los parlamentarios, la inclusividad, y la eficacia de las leyes y políticas en materia de gestión sostenible de los bosques y los recursos naturales de África Central. Por la primera vez, la REPAR se ha desplazado no como simple participante, sino como portavoz de su espacio, a nivel internacional, por las cuestiones vitales e imperiosas de las finanzas climáticas relacionadas con la distribución justa y equitativa de este fondo y su estructuración. Cuatro (04) escalas durante el año atestiguan esta vitalidad de acción, a saber, respectivamente: (1) la celebración de la 3ra conferencia internacional de parlamentarios de la REPAR en Libreville, Gabón, del 27 al 28 de febrero y las

participaciones activas (2) del 10 al 12 de julio en Yaundé, en la 2a Conferencia internacional de Ministros sobre la trashumancia Fronteriza Nexus, (3) del 26 al 28 de octubre en Brazzaville, Congo, en la Cumbre de las Tres Cuencas y des 30 de noviembre al 12 de diciembre, en la CoP 28 en Dubái en los Emiratos Árabes Unidos. En esta nueva situación, la parte de los socios, como siempre, constituye una importante palanca de acciones y un referente de la plusvalía del impacto que la REPAR imprime en la consideración de las preocupaciones de las poblaciones de base, en las políticas públicas de cada país en la subregión.

En 2024, la REPAR tiene la intención de invertir más en esta obra de promoción y defensa de las especificidades subregionales en su campo, consolidar su masa crítica y fortalecer su anclaje institucional a nivel nacional, subregional e internacional. Estos coadyuvantes de su política de expansión reunidos auguran la importancia de un posicionamiento más dinámico, centrado en resultados convincentes y beneficiosos para el conjunto de la comunidad subregional y que actuará con seguridad en la política exterior de los Estados.

Forum des Parlementaires d'Afrique de l'Est 2023

Le REPAR partage son expérience en matière de collaboration avec le secteur de la sécurité



La rencontre a été organisée à Windhoek en Namibie du 13 au 17 Novembre 2023, par le Centre africain d'études stratégiques, au profit des Parlements de la sous-région Afrique de l'Est et par extension, ceux de l'Afrique centrale.

L'hôtel Hilton de Windhoek en Namibie a accueilli ces assises sous le thème central « Renforcer les relations entre le Parlement et le secteur de la sécurité ». Ce Forum parlementaire de l'Afrique de l'Est 2023 a connu outre la participation des parlementaires venus de tous bords, la présence des universitaires, des généraux d'armée et de hauts responsables des administrations publiques et privées, des experts de la sécurité, des experts juridiques, des organisations de la société civile et les médias. Il se justifie à l'évidence, par le besoin de mieux comprendre le rôle joué par le Parlement, pour inciter au contrôle et à l'équité dans la gouvernance civile et démocratique du secteur de la sécurité et de la défense et, de contextualiser les rôles que jouent les responsables de la sécurité et de la défense.

Situé dans un environnement qui implique au quotidien l'administration de la sécurité et la défense, la justice militaire, la budgétisation, la gestion financière, les droits de l'homme, etc, le Parlement à travers cette position, modélise un secteur de sécurité et de défense doté des principes fondamentaux de responsabilité, de transparence, d'État de droit, de pratiques en matière de droits de l'homme, de participation, de réactivité, d'efficacité et d'efficience.

Toutefois, les conclusions des différentes interventions lui ont reconnu l'obligation d'améliorer ses compétences et de renforcer son rôle pour être

au diapason de ces exigences. Sur ce registre, il a également été reconnu qu'une collaboration étroite entre le parlement, les secteurs de sécurité et de défense, les universités et centres de recherche, les organisations de la société civile pourraient grandement améliorer le service des secteurs de sécurité et de défense dans une nation et garantir la paix et la sécurité nécessaires au développement harmonieux d'un pays.

C'est à ces ordres d'enseignements, qui ont été appelés au partage avec les parlementaires des pays des deux sous-régions, les leçons apprises durant les cinq jours de l'activité. A ce titre, la délégation du REPAR dépêchée à ces assises par le Coordonnateur Régional, l'Hon. Jean-Jacques ZAM, et constituée du Sénateur camerounais S. M. Lekunze Nembo Andreas et, du Député congolais, l'Honorable François Nzekuye, a pris l'engagement d'œuvrer au renforcement des compétences des autres membres du Réseau. Au terme de leurs exposés conjoints, dont la substance portait sur la coopération sécuritaire entre leurs Gouvernements et leurs Parlements respectifs, ils ont mis un accent particulier sur l'efficacité du contrôle et la nécessité d'une communication permanente et soutenue entre les législateurs et les entités de la sécurité autant aux niveaux national, sous régional.

2023 East African Parliamentarians' Forum

REPAR shares its experience in collaboration with the security sector.

Through this position, Parliament models a security and defense sector endowed with the fundamental principles of responsibility, transparency, the rule of law, human rights practices, participation, responsiveness, effectiveness and efficiency.

qu'international. Pour les deux membres du REPAR, cette démarche est adossée sur la création d'une synergie entre les institutions en vue de rendre un service de meilleure qualité à la Nation. Il s'agit d'une plus-value qui repose sur la recherche de la performance de la gouvernance du secteur de la sécurité face aux nouvelles problématiques sécuritaires dont sont confrontés les Etats en Afrique. Toute chose qui revient en amont à informer, sensibiliser et renforcer les capacités des parlementaires, à leur conférer une certaine autorité et à booster leur motivation.

C'est dire qu'au Cameroun comme en République Démocratique du Congo, les parlementaires jouent activement leur rôle de contrôle parlementaire dans le secteur de la sécurité et de la défense. Celui-ci se manifeste par les questions qu'ils posent à leurs exécutifs, en votant des projets de loi relatifs aux secteurs de la sécurité et de la défense et par le parlementarisme/lobbying de couloir.

Armand Patrice EDJONGOLO



Foro de parlamentarios de África oriental 2023

La REPAR comparte su experiencia en la colaboración con el sector de la seguridad

El parlamento a través de esta posición, modela un sector de seguridad y de defensa con los principios fundamentales de rendición de cuentas, estado de derecho, buenas prácticas en materia de derechos humanos, participación, capacidad de respuesta, eficacia y eficiencia.

Réactions

S. M. Lekunze Nembo Andreas (Sénateur),
Membre du REPAR-Cameroun

« Le REPAR a un rôle majeur à jouer dans le renforcement des capacités des parlementaires des pays membres et l'intensification de la communication, des échanges d'informations vitales entre les réseaux parlementaires des pays membres et des publications en vue de sensibiliser et de promouvoir la recherche et une compréhension plus approfondie du sujet en question »



Honorable François Nzekuye,
Coordonnateur du REPAR-RDC et Vice-Coordonnateur du REPAR-AC

« Le REPAR pourrait s'attarder sur cette thématique puisque les questions de défense et de sécurité sont au centre de la plupart, sinon de la totalité, des initiatives de développement et donc, touche à la préservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers de la Sous-région Afrique Centrale »



Azul africana Cumbre



Las reuniones de Tánger en Marruecos de los días 16 y 17 de noviembre de 2023, organizadas bajo el alto patrocinio de Su Majestad Mohammed VI, escucharon y llamaron a la necesidad de una acción común e inclusiva de los 38 Estados costeros africanos sobre la cuestión del desarrollo sostenible de los recursos naturales que rebosa el « mundo azul ».

La cuestión del desarrollo sostenible está inscrita en el ADN de REPAR. Saber que es un actor reconocido de importancia en las dinámicas de conservación y de gestión sostenible del medio ambiente en África central, es evidente que desempeñaría un papel de lo más eficaz en este foro propio de discusión de las estrategias de valorización y despertar la conciencia de este « potencial azul », junto a otros actores.

El « mundo azul » se compone en África de una vasta red de lagos, ríos y extensiones marinas ricas en recursos naturales. Treinta y ocho de los 54 países con los que cuenta África son Estados costeros. Más del 90 % de las importaciones y exportaciones africanas transitan por mar, y varios de corredores comerciales más estratégicos del planeta se encuentran en África, reforzando así el peso geopolítico del continente. Además, según la Comisión Económica de las Naciones Unidas para África, las aguas territoriales bajo jurisdicción

La REPAR : un actor de elección para el apoyo eficaz de las dinámicas innovadoras anunciadas

africana suman unos 13 millones de kilómetros cuadrados, y la plataforma continental se extiende sobre unos 6,5 millones de kilómetros cuadrados. Los recursos naturales que albergan estas aguas están en gran medida infrautilizados, pero ahora se reconoce su contribución potencial a un desarrollo sostenible e inclusivo. La celebración de esta primera Cumbre Azul Africana bajo el liderazgo de Marruecos, tenía como objetivo crear una visión unificada de los principales desafíos a los que se enfrentara el paisaje marítimo africano de aquí a 2030.

Con una población que se acercara a los dos mil millones de habitantes para 2050 y casi el doble a finales de este siglo, de los cuales casi dos tercios vivirán a menos de sesenta kilómetros de una costa, África es un continente que merece un tratamiento especial. Además, frente a los fenómenos extremos debido al cambio climático y al preocupante aumento del nivel del mar a lo largo de los treinta mil millones kilómetros de costa africana y otras costas del océano Índico, el crecimiento africano y regional también depende y dependerá en gran medida de las inversiones en economía o finanzas azules. La presencia de líderes políticos, representantes de las regiones costeras, actores económicos, científicos,

Blue Africa Summit
REPAR : an effective actor for the support of the announced innovative dynamics

The declaration that sanctioned the Blue Africa Summit « The Ocean today represents as many threats as opportunities », is a call for urgent and concerted action that would deserve the support of all actors.



de los usuarios del mar, y de otros miembros de la sociedad civil de 26 Estados costeros de los 38 de África, en la dinámica ciudad de Tánger, enclavada entre el mar Mediterráneo y el océano Atlántico, demuestra esta voluntad de los africanos de aportar una respuesta global a la problemática de la perpetuación de su « potencial azul ». Así, la declaración que sancionó el azul africano Cumbre « el océano representa hoy en día tantas amenazas como oportunidad es un llamamiento a una acción urgente y concertada que merece la adhesión de todos los actores. Los parlamentarios de África Central a través de la REPAR, están posicionados para establecer las condiciones marco adecuadas capaces de apoyar eficazmente las dinámicas innovadoras anunciadas.

Marie Odile NKOUE



COMIFAC : Elaboration of the 2024 Annual Work Plan

REPAR's participation confirmed !

The Executive Secretariat of COMIFAC invited all stakeholders, including REPAR, to Douala from 20th to 22nd November 2023 to plan its activities for the 2024 financial year.

Organised from 20 to 22 November 2023 in Douala with the Technical and Financial support of the GIZ regional project in support of COMIFAC, the meeting chaired by Dr Hervé Martial MAIDOU, Executive Secretary of COMIFAC, brought together some thirty participants and partners including REPAR. The objectives of this annual meeting were, among others, to assess the state of progress of the implementation of the 2023 AWPB of the COMIFAC Technical Secretariat (CTS), to draw lessons on successes and weaknesses and to lobby technical partners for support for the implementation of the 2024 AWPB of the CTS.

The COMIFAC 2023-2024 strategic planning framework was presented to enable stakeholders

to participate as effectively as possible. Valérie TCHANTE Tite, COMIFAC monitoring and evaluation expert, outlined the stages in the planning process, in particular the Convergence Plan, the two-year action plan and the Convergence Plan Operational Plan (CPOP). In line with the vision and strategic priorities of the sub-regional institution, the expert highlighted the three components of the CPOP 2021-2025, namely: (1) implementation of the Convergence Plan; (2) cooperation and partners; and (3) coordination, monitoring and operation of the bodies. In reviewing the activities carried out in the budgeted annual work plan (AWPB) 2023, the COMIFAC monitoring and evaluation expert, in justifying the sometimes-mixed results of this AWP 2023, mentioned the difficulties encountered

in implementing certain activities.

Once this had been done, the participants, with the help of the matrix provided (expected results, review of players and activities, short-term deadlines, necessary costs, operating methods, implementing partners, priority activities, indicators, period, people in charge and resources), turned their attention to drawing up the 2024 Annual Budgeted Work Plan itself. Following a brainstorming session, the COMIFAC Executive Secretariat's AWPB was consolidated. The resulting roadmap includes REPAR in the same way as all the partners present.

Marie Odile NKOUE

Climate Finance

REPAR is positioning itself alongside Central African Governments to structure their eligibility for the various global funds and the programs dedicated to the fight against climate change.



Participation du REPAR-AC à la CoP28 sur le Climat

Le Réseau s'est invité au débat lors de la 28^{ème} édition de la Conférence des Etats Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CoP28), pour plaider en faveur d'un accès juste et équitable de la Sous-région Afrique centrale aux fonds climatiques. Ce fut également l'opportunité d'effectuer un pas supplémentaire vers la mondialisation de son statut et de ses activités.

Conformément aux résolutions de la réunion préparatoire y relative qui s'était tenue les 23 et 24 septembre 2023 à Brazzaville, la Coordination régionale du REPAR a prié le Sénateur Carlos EYI OBAMA de Guinée Equatoriale, les Honorables Francis NZEKUYE de la République Démocratique du Congo, ACCEL NDIGA MAKANDA de la République du Congo, KEDA BALLA de la République du Tchad, et YOUNO KOUPIT ADAMO du Cameroun de bien vouloir assurer la représentation du Réseau, au moment où le regroupement sous régional de référence inaugurerait son implication directe dans les débats de l'enceinte onusienne soucieuse de l'apaisement du climat. Le Secrétariat Technique de l'Institution a attaché

aux Elus sus listés les services de Joseph Marie FOUA NDI, Conseiller Diplomatique du REPAR-AC.

Le cahier de charge de la délégation ainsi déployée consistait à faire l'expérience de la participation des membres de la Société civile à une Conférence des Etats parties, à enrichir le carnet d'adresse du REPAR en établissant de nouveaux contacts avec des regroupements parlementaires de tous horizons, et à y exprimer, à travers une structure formelle et à l'intention de la communauté internationale à l'écoute, la position du REPAR-AC sur une problématique pertinente inscrite dans l'agenda de la rencontre planétaire de référence.

DEL « SIDE EVENT »

La voz muy audible de la REPAR en la arena de la CoP28

El side event ha ofrecido a la REPAR-AC la oportunidad de recordar a la comunidad internacional la voluntad constante de gobernanza ambiental manifestada por los Estados de África central, en comparación con la porción reducida de financiación que se les reserva, y que finalmente empaña el logro de los objetivos de conservación y la gestión sostenible de los recursos naturales.

COP28 UAE



SIDE EVENTS

REPAR's very audible voice in the CoP28 arena

On 6 December 2023 REPAR-AC organised a side event on the theme of "Parliamentary action in Central Africa to strengthen forest governance and equitable access to climate funds for the sub-region" at Stand 87 dedicated to COMIFAC. Drawing on previous contributions made during the work of the 3rd International Conference of Parliamentarians held at the end of February 2023 in Libreville, the Network was keen to seize this exceptional opportunity to communicate through the media about CoP28 on climate, to set out the rationale and requirements for the maturation and implementation of a project idea being developed within REPAR-AC.

The idea of a reference project arose from two questions. The parliamentarians of Central Africa

are wondering about the added value that the sub-region, the cradle of the Congo tropical forest basin, derives from the immeasurable ecological and climatological services it provides to the international community. Is it enough to use flattering terms to describe the sub-region as the main lung of the biosphere or the common heritage of mankind, to conceal the striking imbalance in the global distribution of environmental funds in general and climate funds in particular? The side event was an opportunity for REPAR-AC to remind the international community of the constant desire for environmental governance shown by the Central African States, compared with the small amount of funding reserved for them, which ultimately undermines the achievement of the objectives of conservation and sustainable management of natural resources.



Aperçu des efforts de gouvernance environnementale

Au plan forestier, les Etats de la Sous-région ont globalement adhéré à toutes les Conventions internationales soucieuses de protection du couvert végétal. Ils ne se sont pas contentés de légiférer à l'interne en la matière, de s'engager dans un Plan sous régional de convergence des réglementations forestières, de délimiter des aires protégées aussi bien nationales que transfrontalières, de conduire par pays de vastes programmes de reboisement. (Voir site COMIFAC pour accéder aux détails).

La Revue TRAFIC-REPORT, édition de Mars 2023, souligne un raffinement sans réelle contrepartie des dites politiques de conservation, à travers la mise en place de systèmes digitalisés de gestion de l'information sur l'exploitation du bois dans les forêts pluviales du Cameroun, du Congo, Gabon, de la Guinée Equatoriale, de la RCA et de la RDC. L'objectif poursuivi consiste à combattre l'exploitation illégale par l'instauration d'un système de traçabilité du bois.

Il en résulte que le rythme de déforestation est moins important en Afrique centrale. De 2000 à 2005 en effet, le bassin du Congo affichait un taux de 5,4% de déforestation, pendant que l'Amazonie répondait de 47,8 %, et le Bornéo Mékong de 12%. Aujourd'hui, le taux de déforestation est de 9% en Afrique centrale, ce qui signifie que jusqu'ici, la sous-région n'a pas encore atteint le niveau de déforestation des autres bassins forestiers en 2005.

Au plan climat, l'Afrique centrale a rejoint la solidarité internationale en participant aux efforts planétaires d'apaisement des effets corrosifs des

Changements climatiques. Tous les pays ont souverainement adopté une CDN. Ils ont adhéré à l'Accord de Paris sur le Climat et à l'idéal d'accroissement permanent de leur ambition en matière de réduction des émissions de gaz à effets de serre. Les efforts sus évoqués sont consentis par-delà les complexifications continues des procédures d'accès aux financements climatiques. Toute chose qui, comme dans le volet forestier, se dresse en obstacle dans la mise en œuvre des politiques d'approfondissement de la gouvernance, notamment en matière de sensibilisation et d'association réelle des populations à la lutte contre la déforestation et les effets de la dégradation du climat.

Imbalance in the distribution of environmental funds

In this respect, BRIEF magazine, series No. 3 of July 2019, clearly points out that until 2017, Central Africa remained on the sidelines of the Green Climate Fund, which is supposed to be an instrument for massive financing of the fight against climate change. The same media outlet reveals that disbursements by both bilateral and multilateral donors mainly benefit Borneo Mekong and Amazonia as a matter of priority.

Bilaterally, 80% of Norway's funding goes to the Amazon basin, while 87% of Japanese funds, 64% of French funds, 55% of Swedish funds and 58% of American funds, to name but a few, benefit South-East Asia, while Central Africa lags behind.

Multilaterally, Central Africa receives most of its funding from the European Union, compared with the Amazon Basin and South-East Asia. EU contributions are followed by those from two other multilateral sources, the GEF and the World

Bank. However, GEF funds are preferably directed towards the Amazon basin and South-East Asia.

In the same vein, the 2021 edition of STATUS OF FORESTS reveals that the BORNEO MEKONG tropical forest basin receives 54.5% of climate funds, while AMAZONIA manages 34% and the Congo basin only 11.5%. So, in addition to the question of added value mentioned above, there is also the question of how to explain this striking imbalance in the access of the three major tropical forest basins to climate resources.

Essai d'explications de l'inégale répartition des fonds

A cet égard, les parlementaires ont évoqué les arguments explicatifs mis en avant par certains partenaires scientifiques, techniques et financiers, à l'instar du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui estime que La Sous-région Afrique centrale souffrirait de facteurs limitants se résumant à l'impréparation des Etats à accéder aux fonds climatiques. Leurs modes de production et de consommation demeurent des sources majeures d'émissions de gaz à effets de serre, par-delà les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) souverainement fixées au cours des travaux de la CoP 21CCNUCC.

Dans cet ordre d'idées, les pays d'Afrique centrale n'auraient pas encore développé au plan structurel des capacités endogènes de planification et de budgétisation, c'est-à-dire celles permettant d'identifier, de prioriser les besoins et d'inscrire explicitement des provisions budgétaires dans la loi de finance de l'exercice concerné. Ils n'auraient pas davantage promu dans l'ordre interne des capacités d'utilisation





COP28 UAE

UNITE. ACT. DELIVER.

combinée et conformes des ressources climatiques, encore moins de reddition scientifiques et techniques des comptes sur l'utilisation faite des financements reçus. A ces insuffisances structurelles s'ajoutent les limites institutionnelles, consistant en l'absence d'une Institution publique, ou d'un mécanisme communautaire de captage des fonds climatiques. Cette absence pourrait en partie s'expliquer par le manque d'une expertise avérée en matière de négociations climatiques et les dynamiques solitaires des Etats de la Sous-région dans lesdites négociations. Finalement, la somme des impréparations par pays culmine à l'impréparation de toute la Sous-région, et par conséquent l'inéligibilité de toute la Sous-région aux fonds climatiques.

Substance of the REPAR project currently being developed

Far from rejecting the aforementioned arguments of the partners, the parliamentarians of Central Africa have clung to the conviction that, prior to climate policies, comparative analyses have scientifically demonstrated that of the three major tropical forest basins, Central Africa is the one with the most natural solutions to global warming, i.e. a natural potential to sequester 60 billion tonnes of carbon in 2015. These figures date from before

the recent discovery of a peat bog on the border between the DRC and the Republic of Congo.

During the side event, they affirmed their willingness to encourage their respective governments to promote policies that would make it possible to achieve the desired level of endogenous preparation, all the more so as it would be part of the rationale of continuous strengthening of governance that lies at the heart of the parliamentary project currently being developed within REPAR-AC. This project aims to structure parliamentary action in Central Africa alongside governments, with a view to strengthening climate governance, developing a community dynamic in international negotiations and ensuring equitable access to climate funds for the sub-region.

This is a capacity-building process which, over and above the aspects highlighted by the UNDP's critics and other partners, would promote awareness-raising and the integration of populations in the fight against climate change, the introduction of a sub-regional environmental tax, as well as the strengthening of inter-parliamentary networking on a global scale, enabling Central Africa to carry weight in the diplomatic decision-making process relating to the climate.

The REPAR-AC Delegation concluded its speech by

pointing out that this was an idea for a project that would require the support of scientific, technical and financial partners in order to mature and be implemented.

Echanges

Après avoir constaté que depuis la Troisième Conférence Internationale des parlementaires à Libreville, la réunion préparatoire de Brazzaville sur la participation des parlementaires aux travaux de la CoP28 sur le climat, et présentement les travaux du side event, le REPAR-AC marquait son intérêt pour la finance climatique, l'auditoire, connaissant la complexité, la densité et l'utilité de la question, a souhaité la mise en place au sein du Réseau, d'un groupe de travail spécialement consacré à la question. Allant toujours dans le sens d'esquisser les solutions aux préoccupations du REPAR, les intervenants ont révélé entre autres que le Fonds vert climat disposait chaque année au bénéfice des Etats, des crédits de préparation des projets, évalués à un million voire quatre million de dollars. D'où le positionnement du REPAR au côté des Gouvernements d'Afrique centrale pour structurer leur éligibilité aux différents fonds et programmes mondiaux dédiés à la lutte contre les changements climatiques.

Joseph Marie FOUA NDI. Conseiller Diplomatique

Desequilibrio en la distribución de los fondos medioambientales

La revista ETAT DES FORETS, edición 2021 revela que la cuenca forestal tropical del BORNEO MEKONG recibe 54,5% de los fondos climáticos, que la Amazonia sale adelante con el 34%, Y la cuenca del Congo solo sale adelante con el 11,5% de los fondos climáticos.

Sustancia del apoyo parlamentario en proceso de maduración

De hecho, dicho proyecto tiene como objetivo estructurar en África central, junto con los gobiernos, una acción parlamentaria preocupada por el fortalecimiento de la gobernanza climática, el desarrollo de una dinámica comunitaria en las negociaciones internacionales y el acceso equitativo de la subregión a los fondos climáticos.

Capitalisation de la participation du REPAR à la CoP28 : de belles issues en perspective

En plus du side event que le REPAR a organisé le 06 décembre 2023 à Dubaï en marge des activités de la CoP28, étaient également dans l'agenda de sa participation, les rencontres avec d'autres acteurs mondiaux inscrits dans la lutte contre le changement climatique. Ce déploiement du Réseau lors de cette circonstance rentre dans le cadre de l'élargissement de sa coopération internationale.

A problématique mondiale, réponse globale ! C'est au travers de ce leitmotiv que le REPAR s'est présenté à la CoP28 sur le Climat à Dubaï aux Emirats Arabes Unis, tenue du 30 novembre au 12 décembre 2023. Pour cet autre porte-voix de l'Afrique centrale, l'accès juste et équitable des ressources issues de la finance climatique est la clé du succès de l'engagement des pays de la sous-région. Le thème développé « l'action parlementaire en Afrique Centrale pour le renforcement de la gouvernance et l'accès équitable de la Sous-Région aux Fonds climatique » au cours de ces assises au sommet, corobore à cette nécessité d'autant plus que d'importants services écologiques et climatiques sont rendus à l'humanité par le Bassin du Congo.

Le side event a été l'une des plateformes de plaidoyer où le REPAR a partagé avec un certain nombre d'acteurs, sa position sur cette question.

Pour compléter l'éventail de ces acteurs et être plus incisif, la délégation du REPAR est allée à des rencontres de proximité. L'autre aspect et non des moindres ayant motivé ces rencontres, est la recherche de l'élargissement de son spectre de collaboration.

Pour être plus efficace, le REPAR sait pouvoir compter sur d'autres grands groupes mondiaux. C'est ainsi que des réunions ont été organisées avec plusieurs parties prenantes à cette CoP notamment l'Interact Climate Change Facility (IICF), un groupe de parlementaires au Congrès américain sur les forêts et la conservation de la nature, le Co-facilitateur de la République française du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) et l'ambassadeur de France Christophe Guilhou, la délégation des parlementaires français, le groupe d'expert africains sur les changements climatiques (AGNES) et le Hub climat de la Commission de la Communauté Economique

des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). En raison des conflits d'agendas, plusieurs rencontres n'ont pas eu lieu. Toutefois, des contacts ont été noués en vue d'ouvrir des pans de collaboration.

Au terme de ces rencontres, les partenaires ont réaffirmé leur disponibilité à accompagner les activités du Réseau, à l'exemple de celles dirigées par la justice climatique et le renforcement de l'action parlementaire dans ce domaine et d'autres et à soutenir la position de l'Afrique aux négociations sur le changement climatique en rapport avec les énergies fossiles pour y mettre progressivement fin en tenant compte de l'apport à l'Afrique des énergies propres alternatives et des moyens financiers compensatoires à l'abandon de cette ressource.

ESSAMA Mathurin/MANGA ANYOUZOA D.



More than ever, the decision on the trajectory to curb the threat of climate change is on the agenda. The twenty-eighth Conference of the Parties of the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP28), held in Dubai, United Arab Emirates in November and December 2023, produced important insights. These include the commitment to phase out fossil fuels, including oil and gas, as part of a just and sustainable transition. It is also crucial to strengthen the links between climate crises and the maintenance of biodiversity, to raise the level of ambition in terms of mitigation and to concretize the mechanism on loss and damage which mainly concern countries most vulnerable to climatic changes.

Added to these questions is the constant concern related to the materialization of the financial commitments of industrialized countries, intended to support the efforts of developing countries directed towards mitigation, adaptation and loss and damage. A significant part of this financing must be directed towards developing countries, in accordance with the Paris Agreement and subsequent commitments. The countries of Central Africa, whose forests play a key role in global climate action, are demanding fairer compensation for the efforts made to preserve nature.

The REPAR Parliamentarians who were present in Dubai intend to better convey



REPAR theme of the year The barometer of the Network's action in 2024

By retaining the theme “Commitment of Parliamentarians to accelerate climate finance in Central Africa”, REPAR intends to make a more significant contribution to the advocacy undertaken with a view to better recognise the efforts of Central African countries in the face of climate change.



the voice of the sub-region on the issue of equitable financing. This is how, thanks to the strategic meetings held with their peers and certain key players during this major meeting within the COMIFAC Pavilion, they have the keys to parliamentary action with impact. The common thread of actions for the year 2024 is therefore clear – it is

about moving the lines through effective parliamentary diplomacy on climate matters. This vision will be supported by interesting avenues of work, in particular via collaborations with the Climate Hub, international networks of parliamentarians, sub-regional organizations and civil society actors.

Joseph Marie FOUA NDI, Conseiller Diplomatique

Réactions

Senador Don Carlos EYI OBAMA,
Coordinador nacional REPAR Guinea Equatorial,
4º vice-Coordinador de la REPA-AC

« Effectivamente fue una primera experiencia y podemos reunirnos a unos ciertos partenariados que financien los proyectos al nivel de nuestros países. Proyectos que vehiculan al cambio climático, proyectos que favorecen al mejoramiento de nuestros concuasamos. »

Joseph Marie FOUA NDI,
Conseiller Diplomatique du REPAR-AC.

« Le REPAR-AC devrait donc densifier son action climatique et encourager les Gouvernements d'Afrique Centrale à traduire, à toutes fins utiles, en termes scientifiquement mesurables, les faits de dégradation du climat, les solutions préconisées et les ressources nécessaires aux actions correctives. »

37th Central African Biodiversity Working Group (GTBAC-37)

REPAR participates in the development of the common position of COMIFAC countries

The position of the countries of the Central African Forestry Commission (COMIFAC) taken at the end of the 37th GTBAC held in Yaounde from February 21 to 23, 2024, will be defended at the 26 meeting of the Subsidiary Body responsible for providing Scientific and Technological Advice (OSASTT/SBSTTA) which will be held in Nairobi, Kenya from May 12 to 18, 2024, with a view to mobilizing the international community for the implementation of the global framework for Biodiversity Kunming-Montreal.

The La Falaise hotel in Yaounde (Cameroon) served as a setting for expression from February 21 to 23, 2024, for the Central African Biodiversity Working Group (GTBAC), for its 37th meeting. This meeting organized by the Executive Secretariat of COMIFAC with the technical and financial support of German technical cooperation through the GIZ Regional Project to support COMIFAC and placed under the chairmanship of the Minister of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development of Cameroon, falls within the framework of the mission of operationalizing aspects dealing with biodiversity included in the COMIFAC Convergence Plan, as part of supporting countries in the preparation of international meetings and developing common positions. Its objective was to validate the sub-regional Guide for the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework and other relevant decisions of the CoP15 CBD and to examine the points on the agenda of the 26th meeting of the SBSTTA (SBSTTA-26), which will be held in Nairobi, Kenya from May 12 to 18, 2024.

REPAR, as a member of GTBAC, was



represented at this works by the Cameroonian Senator HRM. LEKUNZE NEMBO ANDREAS, member of REPAR Cameroon. Also present at this meeting were the COMIFAC executive secretariat, other representatives of civil society such as REJEFAC, REPALEAC, and RE-FADD, resource persons, development partners including GIZ, IUCN, TRAFFIC, WCS and WWF, country focal points of Burundi, Cameroon, Congo, Gabon, Equatorial Guinea, CAR, DRC, and Chad of the Convention on Biological Diversity (CBD), the Cartagena Protocol on biotechnology risk prevention, and the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization (ABS). To support the communications of the various experts who followed one another, documentation was made available to the participants, notably the terms of reference of the meeting accompanied by the agenda, the draft of the sub-regional guide for the implementation of the global framework for Kunming-Montreal biodiversity and other decisions of CoP15 CBD, the GTBAC-36 Final Communiqué, SBSTTA-26 documents and extracts from interesting sub-regional, regional and international meetings on biodiversity. The discussions resulted in the adoption of the various documents referenced above. Several promising recommendations were also made to countries and COMIFAC.

Always present at these meetings, REPAR continues to capitalize on these participations. It will once again carry the recommendations resulting from this meeting into its various awareness-raising and capacity-building activities dedicated to Central African parliamentarians in order to support, in a spirit of rationalization, the translation into national policies of global agreements made during the conferences of the parties in this case, that of Montreal in November 2023 which itself complies with the



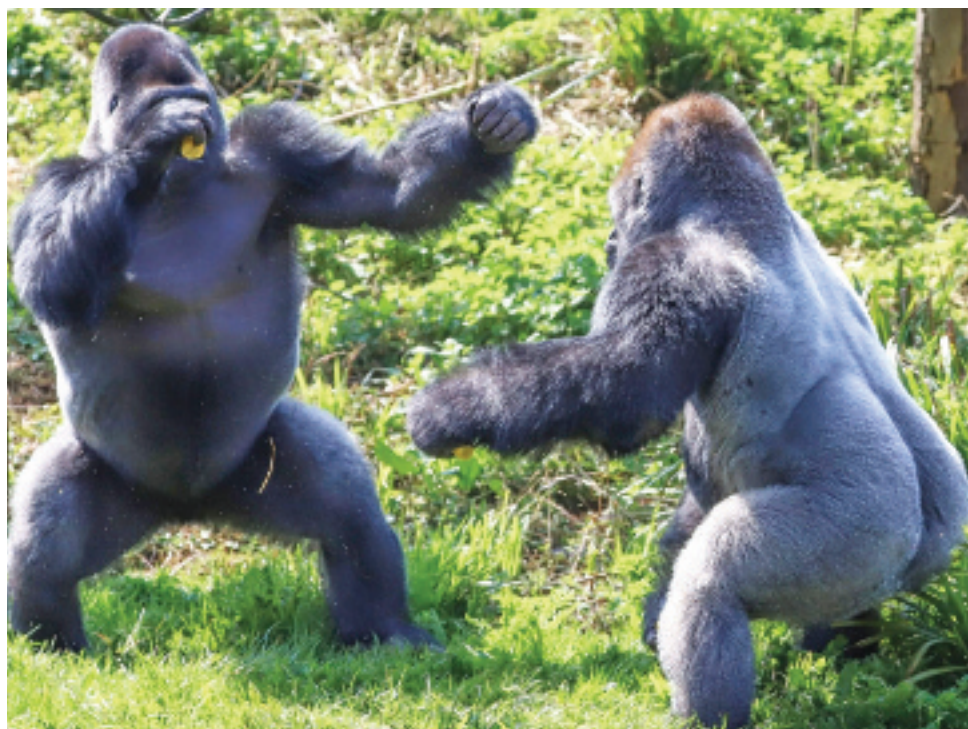
post 2020 biodiversity framework. The Minister of Environment, Nature Protection and Sustainable Development of Cameroon was represented at this meeting by Dr NANA ABOUBAKAR DJALLOH, Minister Delegate to the said Minister,

Armand Patrice EDJONGOLO

37° Grupo de Trabajo de Biodiversidad de África Central (GTBAC-37)

La REPAR participa en la elaboración de la posición común de los países de la COMIFAC

La REPAR llevará una vez más, las recomendaciones resultantes de este encuentro en diversas actividades con el fin de apoyar, en un espíritu de racionalización, la traducción en las políticas nacionales, de los acuerdos mundiales adoptados en las conferencias de las partes en este caso, la de Montreal en noviembre de 2023 que, a su vez, se ajusta al marco de biodiversidad después de 2020.



Reaction

S. M. LEKUNZE NEMBO Andreas (Senator)
Member of REPAR Cameroon.

« These GTBAC meetings seek to give a common position to the countries of the COMIFAC zone during international meetings. These are expert meetings that deal with scientific aspects to encourage global decision-making. They take into account concerns related to biodiversity, but also touch on issues of climate change and sustainable environmental management in the sub-region and on a global scale. »





Governance

Le REPAR : an important source of human resources for Government executives in Central Africa

The Network's 23-year commitment to the conservation and sustainable management of forests in the sub-region is greatly appreciated. Several governments call on the expertise of parliamentarians to boost and add value to public policies implemented in their countries.

There is no longer any doubt that REPAR is an important source of knowledge and know-how in the Central African sub-region in terms of forest conservation and sustainable management. This is clearly confirmed by its regular participation in relevant initiatives since its creation in 2001.

This positive visibility, which is the fruit of the unreserved commitment of REPAR's parliamentarians, greatly satisfies the governments of Central Africa. Parliamentarians take salutary action for the benefit of the populations they represent. They spare no effort to achieve social development goals.

Parliamentarians are tireless players on the national, sub-regional and international scenes, taking part in negotiations and political debates.

They advocate good governance and influence the policies implemented by governments by proposing solutions, in the form of position papers, and by monitoring their actions to ensure that the commitments made for the benefit of communities are respected.

Well-equipped to deal with emerging issues and accustomed with negotiating and drawing up strategies, roadmaps and their implementation, REPAR's parliamentarians are regularly consulted in a variety of ways thanks to their considerable potential in terms of resources. The governments of Cameroon, Gabon and Chad have not hesitated to make use of their public utility.

In 2007, the Honourable Joseph MATTA, then REPAR's Regional Coordinator, were asked to take up the prestigious and no less strategic

post of Secretary of State in Cameroon's Ministry of Forests and Fauna. In 2011, it was the turn of the Honourable Christian MAGNAGNA, National Coordinator of REPAR Gabon, to be called to the high office of Minister of Water and Forests in Gabon. Most recently, on 02 January 2024, the Honourable KEDA BALLAH, 1st Vice Regional Coordinator and National Coordinator of REPAR Chad, was appointed Minister of Agricultural Production and Transformation.

Laurent Claude ELLO

Portrait Honorable KEDA BALLAH

Ministre de la production et de la transformation agricole, 2^{ème} Vice Coordonnateur Régional / Coordonnateur National REPAR Tchad.

Homme politique acharné, l'Honorable KEDA BALLAH est élu Coordonnateur national du REPAR TCHAD en novembre 2011. Le Député tchadien va faire des questions de développement durable et de lutte contre l'avancée du désert et les changements climatiques, son cheval de bataille. Il va entreprendre de multiples activités pour marquer son emprise. C'est sous sa mandature que le projet « Cœur vert, Avenir rose » réalisé par le REPAR-AC, a été lancé à Ndjamena. La réserve d'arbre plantée et entretenue, opère comme ceinture pour freiner l'avancée du désert. Cet espace vert situé au cœur de la ville de Ndjamena est désormais l'un des patrimoines de l'Assemblée Nationale du Tchad et constitue une fierté nationale. Sous son impulsion, l'on retiendra entre autres, l'organisation de plusieurs sessions dédiées à l'information, à la sensibilisation et au renforcement des capacités des parlementaires tchadiens dans diverses problématiques émergentes et surtout, sa disponibilité et ses participations actives aux activités du Réseau.

En 2012 lorsqu'il tape à l'œil de la Coordination Régionale, il y est immédiatement fait 2^{ème} Vice Coordonnateur en charge de la lutte contre la désertification et l'avancée du désert. Ses interventions lors des multiples conférences et ateliers sous régionaux et internationaux sous différentes thématiques auxquelles il prend part, laissent entrevoir une maîtrise des sujets et une détermination sans faille à œuvrer à la recherche des solutions utiles et durables. A moment d'être appelé au Gouvernement tchadien, l'Honorable KEDA BALLAH était Président de la Commission Environnement au Conseil National de Transition du Tchad.



Laurent Claude ELLO

Evaluation/consolidation of Annual Work Plan (AWP)

Tradition respected at REPAR !

The Network evaluates itself in order to assess the progress made and fine-tune its strategy for greater dynamism. This orientation of the Regional Coordination of REPAR is in line with the words of BOUTOUT MOHAMED for whom, "The self-evaluation of all our actions is the basis of all success."

On 23 and 25 January 2024, the entire management and support staff of the Permanent Technical Secretariat met with the Regional Coordinator, Honourable Jean Jacques ZAM, in the sumptuous "A" Committee Room of the Yaounde Congress Centre, for two days of hard work, in order to review the activities, set out in the 2023 Annual Action Plan (AWP) and to look ahead to the new year.

The galvanising words of the Regional Coordinator in his opening speech set the tone for the solemnity of the occasion. Highlighting the context, requirements and expectations of this exercise, the Regional Coordinator praised the spirit of enterprise shown by the staff under the guidance of Théophile BEKONO SAMBA, the Technical Secretary. Of the 61 activities selected for 2023, 30 have been 100% completed, 14 partially completed and 12 not completed, for an overall completion rate of 65% and an effectiveness rate of 49%. For the Cameroon National Coordinating Office, of the 57 activities recorded, 26 have been 100% completed, 21 partially completed and 10 not completed, giving an overall completion rate of 63% and an efficiency rate of 46%. These results, which are satisfactory

These meetings were chaired on 23 and 25 January 2024, at the Yaounde Congress Hall, by the Honourable Jean-Jacques ZAM, Regional Coordinator of the Network, in the presence of all the staff of the Permanent Technical Secretariat. This was in line with the practice of effectiveness-efficiency ratio at the centre of evolutionary considerations.

to the Regional Coordinator's liking because they show clear progress, in no way conceal the need to correct the weaknesses noted during this evaluation. The 2024 AWP consolidation meeting set out to address these issues. The work plans of the various departments of the Regional Coordination and its Cameroon branch were geared towards this priority objective. In view of the quality of the activities consolidated in the AWP of 2024 and their relevance, REPAR is sure to continue sailing towards the waves of excellence.

Laurent Claude ELLO

Tenure Facility joins Congo Basin Forest Partnership



Launched in 2002, the CBFP is a multi-stakeholder partnership whose mission is to enhance natural resource management and the lives of communities in the Congo Basin. The partnership is comprised of 126 members which include African countries, bilateral and private donors, international organisations, NGOs, research institution representatives, and the private sector.

This partnership will encourage the promotion of Indigenous Peoples and local communities' land and forest rights in the Congo Basin; provide direct funding to local and indigenous organisations as well as build their capacity..

Daniel Ondo / Voma Ralph

To bolster its work in the region, Tenure Facility joined the Congo Basin Forest Partnership (CBFP), a strategic alliance of countries and organisations dedicated to fostering sustainable practices, improving living conditions, and preserving the rich biodiversity of Central Africa's tropical forest.

Tenure Facility brings its longstanding collaboration with several stakeholders – including Indigenous Peoples, local communities, organisations, and governments – to CBFP as it works toward finding inclusive and equitable solutions to forest-related challenges.

Central African Savannahs' Prove Crucial Nature-Based Solution for Climate Change



A pioneering study in the Congo Central province of the Democratic Republic of the Congo underscored the critical role of Nature-based solutions in mitigating climate change and biodiversity loss. Scientists from the Royal Museum for Central Africa, Ghent University, and INERA (Institut National pour l'Études et la Recherche Agronomiques) revealed the remarkable

potential of fire exclusion in artificial 'unstable' mesic savannahs as an effective strategy, published in *Global Change Biology* on 24 January 2024.

Author like Brice Yannick Djiofack have emphasized the relatively simple and cost-efficient measure of fire exclusion in artificial savannahs is an

effective nature-based solution to mitigate global change and fight biodiversity loss. To him it also offers a concrete opportunity to involve local communities and their traditional knowledge, while providing crucial scientific leverage for policymakers to boost forest restoration throughout the central African Congo Basin."

Daniel Ondo / Voma Ralph

POLLUTION

A national strategy to combat plastic pollution in Cameroon : a tool and opportunity for institutions like REPAR Cameroon

The issue of plastic waste pollution is nowadays a major concern at all scalar levels: global, national and local. During the last two decades, plastic packaging has been increasingly used by people because it is easy to handle and has multi-purpose uses.

Plastics have as many disadvantages as advantages for the populations and the environment. In Cameroon, waste from the use of plastics constitutes about 10% of the 6,000,000 tonnes of municipal waste produced annually, i.e. about 600,000 tonnes per year. This waste is, for the most part, poorly managed due to the non-existence of efficient sorting and collection systems as well as the significant increase in the number of manufacturers and importers of such packaging. In accordance with one of the objectives (strengthening of measures for adaptation and mitigation of the effects of climate change and environmental management to ensure economic growth and a sustainable and inclusive social development) of the reference framework for the period 2020-2030, several actions have been taken to curb the resulting health and environmental effects from plastic pollution. The Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development (MINEPDED) set up a legal arsenal to combat pollution in general and the proliferation of noncompliant plastic packaging. Given the specificity of the issue

to be addressed, the Government of Cameroon initiated the development of the national strategy to strengthen the regulatory framework for the fight against plastic pollution. Specifically, the strategy has:

- Develop appropriate methods for the treatment of the said waste, its recycling and recovery;
- Propose incentives for voluntary commitment and cooperation between stakeholders for the efficient management of plastic waste;
- Propose mechanisms to develop alternatives to plastic;
- Identify potential sources of funding to optimize control actions.

For REPAR Cameroon this strategy is not only a tool but represents an opportunity for the institution to exploit in promoting good governance in sustainable and equitable management of natural resources, preservation of the environment and global sustainable development.

Voma Ralph



Sécurisation des droits coutumiers au Cameroun : le MINDCAF institue le Certificat de Possession des Droits Fonciers Coutumiers

Vivement saluée, la circulaire du MINDCAF du 09 février 2024 prend effet à compter du 1^{er} mars 2024. Cette mesure conservatoire contribuera sans doute à réduire les conflits et à renforcer la paix sociale.

C'est dans un contexte marqué par l'attente de l'aboutissement de la réforme des Ordonnances du 06 juillet 1974 fixant le régime foncier et domanial au Cameroun, que le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF), a pris le 09 février 2024, une Circulaire instituant le Certificat de Possession des Droits Fonciers Coutumiers Administrativement Reconnus (CPDFC-AR). Dès le 1^{er} mars, date fixée pour son entrée en exécution, la donne va certainement changer.

Pour une grande frange de l'opinion, c'est un acte salubre. La Circulaire du 09 février articulée sur dix (10) points d'explication, consacre en effet un renforcement de la sécurisation des droits des communautés dans le cadre de la procédure d'immatriculation directe des dépendances du domaine national occupées ou exploitées par celles-ci. Le CPDFC servira donc de preuve de la validation par la Commission Consultative locale, de la possession

des droits fonciers coutumiers au profit des initiateurs des procédures d'immatriculation directe sur des terrains qu'ils occupent coutumièrement. Il vient renforcer les droits coutumiers des populations qui, désormais nanties de ce document reconnu par l'Administration, peuvent se prévaloir d'un titre de sécurisation de leurs droits coutumiers sur ces terrains. Le terrain ainsi reconnu comme tel est réputé « indisponible » pour toute autre procédure d'immatriculation ou de demande d'attribution en concession foncière.

Dans la pratique, la Circulaire marque une évolution notable dans la recherche d'une sécurité plus accrue des droits des communautés sur leurs terres coutumières. Bien que les ambitions formulées dans le cadre de la réforme en cours soient plus élevées, en ce qui concerne les droits de tenure foncière des communautés et la conciliation entre le droit coutumier et le droit moderne, il convient de saluer cette

avancée à juste titre. C'est certainement le signe que le Gouvernement est à l'écoute des préoccupations des communautés et de la Société et que des changements de paradigme sont envisagés dans la nouvelle législation foncière.

Pour le REPAR-Cameroun, qui s'investit activement dans le chantier de l'amélioration de la gouvernance foncière, l'épineuse question de la reconnaissance et la sécurisation juridique des droits fonciers coutumiers trouve ici un début de réponse. L'application de la Circulaire contribuera sans doute à réduire les conflits et par conséquent à renforcer la paix sociale.

Toutefois, au-delà de la Circulaire qui reste une mesure administrative, le défi d'une sécurisation légale demeure constant. Les Parlementaires du REPAR ont déjà la possibilité de continuer à s'investir sur cette question, à la faveur du Projet de Promotion d'une Politique Foncière Responsable » (ProPFR) au Cameroun, mis en œuvre par la Coopération Allemande (GIZ) jusqu'en 2026.

Par Mathurin ESSAMA, Assistant Technique



REPAR sets the standard !

By instructing the setting up of a working group to audit archiving at REPAR, the Regional Coordinator is once again bringing the organisation up to modern international standards in this area

It was at the end of the meeting to evaluate of the 2023 AWP and the consolidation of the 2024 AWP on the 23rd and 25th January, that in its recommendations phase, Honourable Jean-Jacques ZAM, Regional Coordinator of the Network announced the establishment of a working group on the audit of archiving at REPAR. This orientation was in line with the quest for efficiency which the organisation has set itself in the long run and the Regional Coordinator's desire to make REPAR a very large sub-regional institution. The task was entrusted to the Permanent Technical Secretariat, with a deadline for completion. Through this modern management tool, REPAR is aligning itself with the standards governing international institutions. This continued compliance with the standard is part of the Network's drive to expand and establish itself as an institution.

Following the violent fire at the National Assembly of Cameroon in 2017, which destroyed all its archives, REPAR is opening a new page in its archiving. The working group will therefore have to review the archiving system in order to constitute the organisation's memory in the first instance, and in the second, set up the most suitable conservation model that would definitively protect the archives from any disaster. Trivially speaking, archiving is defined as the practice of safely preserving inactive information in digital and paper form that is no longer regularly used, in order to keep it for the long term.

Taking the bull by the horns, the working group immediately set to work. A number of scoping and evaluation sessions were needed to set the course and outline the tasks to be carried out.



The years 2022 and 2023 were chosen to serve as an example before seeing to what extent duplication would be possible in other years. At the time this issue went to press, the work was in the coding phase. However, a visit to the mailroom gave an idea of the scope of the work. The working group is looking forward to delivering the audit report in the next few weeks.

Angela BOMBA



VŒUX DE NOUVEL AN : Communion parfaite au REPAR !

Cette conclusion a été tirée au terme de la cérémonie d'échange de vœux du 25 janvier 2024 entre l'honorable Jean Jacques ZAM, Coordonnateur du Réseau et le personnel du REPAR.

Réunis dans la salle Paul BIYA du Palais des congrès de Yaoundé le 25 janvier 2024, le personnel du Secrétariat Technique Permanent du REPAR au terme d'un processus de planification au sein des structures du REPAR, a tenu à souhaiter ses vœux les meilleurs à son Coordonnateur ; l'honorable Jean-Jacques ZAM. Cet exercice, loin d'être une coutume au REPAR, s'inscrit dans une perspective dynamique de performance de l'institution. Le personnel sous la conduite du Secrétaire Technique, Théophile BEKONO SAMBA, une fois encore, vient de pulvériser pour le compte du Plan de Travail Annuel de la Coordination Régionale, le record de son taux de réalisation des activités. L'on comprend dès lors la satisfaction qui a animé ce jour du 25 janvier 2024, le patronat et celui-ci. Ces performances répétées depuis plusieurs années ont permis au REPAR en 2023, de gravir l'échelon de l'in-

ternational à travers sa participation remarquable à la CoP28 de Dubaï aux Emirats Arabes Unis.

Parlant au nom de l'ensemble du personnel, Théophile Samba Bekono, a reconnu au cours de la sobre mais chatoyante cérémonie d'échange de vœux entre le Coordonnateur Régional et le personnel du Secrétariat Technique Permanent, l'efficacité du management qu'il a qualifié de « paternel » du Coordonnateur Régional. C'est ainsi qu'il a formulé les vœux de santé, bonheur et de prospérité à celui qui porte ce challenge.

Le Coordonnateur Régional n'est pas resté insensible à cette marque d'attachement et d'attention de son personnel « C'est toujours un peu flatteur, un peu gênant de recevoir autant de mots réconfortants, d'éloges de la part des collaborateurs mais, c'est aussi de mon point de vue, une invite à plus d'ardeur au travail ».

Au vu des circonstances, il a tenu à lui renouveler en retour sa confiance « Donner un peu plus satisfaction à ce personnel, c'est ce à quoi je vais m'employer au cours de cette année ». L'ambiance très joyeuse qui a illuminé cette salle de l'édifice abritant l'assemblée nationale, en est la conjugaison. Le souhait de l'honorable Jean-Jacques ZAM a été de voir son personnel en santé, plein de réussite, de succès et de bonheur pour élever plus haut les standards du Réseau.

Ces sentiments partagés ont connu leur apothéose lors de la poignée de main que le Coordonnateur Régional a donné individuellement à chacun des personnels à la fin de la cérémonie en guise de bonne année. Chacun y allant avec ses mots, le personnel en tête de file le Secrétaire Technique, s'est plié au rituel. Pour lui rendre un vibrant hommage, le Coordonnateur recevra un cadeau symbolique de ses collaborateurs. La cérémonie a pris fin autour d'un repas fraternel.

Rose Jocelyne AGNES

Preparing for the Celebration of the International Women's Day,



International Women's Rights Day, which is celebrated every year on March 8, finds its origins in the 20th century during the demonstrations of the working class and feminist movements demanding for women's right to vote, better working conditions and to end discrimination between men and women in the field of employment. The support of the international community gave a global dimension to these events through the four conferences organized under the aegis of the United Nations (Mexico City 1975, Copenhagen 1980, Nairobi 1985, Beijing 1995), which made it possible to coordinate efforts to achieve women's rights and their participation in the political and economic process. This day reflects both the commitment of the international community in favor of social justice, the protection of human rights for development,

Réactions

Honorable Jean-Jacques ZAM,
Coordonnateur Régional du REPAR

« C'était une belle cérémonie dans l'ensemble et nous avons pu vivre l'échange des vœux entre le personnel et la direction. Je crois que tout ce qui a été dit préfigure d'une excellente année 2024 pour le REPAR. »



Théophile BEKONO SAMBA,
Secrétaire Technique Permanent du REPAR

« Je suis toujours agréablement surpris par cette attitude paternaliste que Monsieur le Coordonnateur a vis-à-vis de son personnel. Il est attentif aux préoccupations de ses collaborateurs et trouve à chaque fois, les mots justes pour encourager les plus jeunes en leur inculquant l'amour du travail. »



Under the Theme : **“Investing in Women : Accelerating the pace”**



peace and the desire of States to definitively establish the conditions for the participation of all in citizenship and the expression of the recognition of a human person rights.

The International Women's Day (IWD) is dependent on the global strategy adopted by the international community to find a solution to inequalities between men and women, the effects of which are harmful to peace and sustainable development. From this point of view, and contrary to the prejudices spread by a certain opinion, the event constitutes quite a symbol. It is in this light that the Network of Parliamentarians for the Sustainable Management of Forest Ecosystems in Central Africa, (REPAR) under the Coordination of the Honorable Jean Jacques ZAM, Regional Coordinator of REPAR, is active in the preparations for the 39th edition of the International Women's Day in Cameroon.

Under the theme chosen by the United Nations, "Invest in women: accelerate the pace", the International Women's Day is therefore not a simple "women's day", opening the way to all kinds of abuses, but an awareness tool and advocacy that reminds us that women are human beings and citizens in their own right. It is therefore a question, for all components of society, of pooling efforts to achieve equality between men and women with a view to sustainable and equitable development.

It is in this context that REPAR is set to organize the International Women's Day within its premises, in honor of its women, nicknamed "the Amazons of REPAR" by the Regional Coordinator of REPAR on the occasion of the 38th Edition of International Women's Day. That being said, preparation for this ceremony is planned as follows: purchasing loincloths; sport activities; invitation of experts; and a special buffet for all REPAR staff.

Clarisse NDONGO NDEH /NDIFONWA NGUMSI SUH





HAPPY
Women's

DAY



JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DE LA FEMME

MARS



REPAR

Revue des Parlementaires pour la Gestion Durable
des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale

REPARNews

News Magazine of the Network of Parliamentarians
for the Sustainable Management of Forest Ecosystems in Central Africa

